



Carrefour
de **solidarité**
internationale

JADEN NOU SE VANT NOU

**COMMUNICATION
D'AVANCEMENT DU
PROJET - 31 DÉC 2019**

Photo Jonathan Mercier: Un techniciens, un agronomes de l'IRATAM et des administrateurs de la coopérative agricole de Mombin Crochu.

RÉSUMÉ DE LA PHASE 1 DU PROJET

L'objectif du projet Jaden nou se vant nou ("Notre jardin, notre sécurité alimentaire" en Créole), est d'accroître et de stabiliser la sécurité alimentaire des populations du Nord-est d'Haïti par l'amélioration des services de trois institutions locales pour l'accompagnement des organisations paysannes, le développement d'un modèle d'agroforesterie diversifié et adapté aux changements climatiques et la mise en place de pratiques

de stockage et de mise en marché groupée pour soutenir l'intégration des nouvelles pratiques agricoles. Pour y parvenir, le projet intègre de la formation et du développement des compétences, du soutien en équipement et semences pour la diversification des cultures et la mise en place d'un fonds de stockage et de crédit. À terme, ce projet doit contribuer à relever le double défi d'une production rentable et suffisante et respectueuse de l'environnement.



Haïti est l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques. Notre projet permettra d'instaurer des solutions adaptées et durables grâce à la mise en commun des expertises haïtienne et québécoise. »

- Étienne Doyon, directeur général du Carrefour de solidarité internationale



PROBLÉMATIQUES

L'AGRICULTURE FAMILIALE : ESSENTIELLE AU DÉVELOPPEMENT D'HAÏTI

Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques avec un Indice de développement humain de 0.488 en 2014. L'indice global de sécurité alimentaire du pays (IGSM) se situe à 29,4 , qui le place 108e sur 113 pays.

Seulement 42% de l'apport alimentaire national est produit localement. Selon le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du développement rural d'Haïti, « L'offre alimentaire est toujours caractérisée par son insuffisance face à la demande. Le déficit de production alimentaire rend le pays nettement dépendant des importations de produits alimentaires. »

Haïti a connu, dans les 25 dernières années, un exode rural massif, passant de 71% de la population habitant les régions rurales en 1990 à seulement 41% en 2015.

La problématique de la sécurité alimentaire en Haïti est donc centrale et sa résolution passe obligatoirement par le développement des communautés rurales.

LA FORTE VULNÉRABILITÉ D'HAÏTI AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Comme le nomme le Ministère de l'Environnement d'Haïti : «Les aléas climatiques constituent des goulots d'étranglement pour les programmes de relance agricole .» Le pays a été classé au quatrième rang mondial quant à sa vulnérabilité .

La dégradation des sols, liée à une forte érosion, est un enjeu majeur en Haïti. Elle est accentuée par l'abattage du couvert forestier et par la culture « à l'arrachée », dont la récolte se fait par l'arrachage complet du plant, incluant le système racinaire. Ces activités nocives pour le sol sont le dernier recours des paysans lors des périodes d'insécurité alimentaire. Les changements climatiques influencent la pluviosité et la fréquence des périodes de sécheresse, entraînant les producteurs dans un cercle vicieux.

Une grande partie des plantes cultivées actuellement sont très affectées par les aléas climatiques. Les petits producteurs familiaux n'ont ni les ressources, ni accès aux connaissances techniques nécessaires à un changement de pratiques agricoles.

FAITS SAILLANTS

HAÏTI

PAYS LE PLUS
PAUVRE DES
AMÉRIQUES

4^e

PAYS LE PLUS
VULNÉRABLE
AUX
CHANGEMENTS
CLIMATIQUES

**108^e
/118**

PAYS EN
FONCTION DE
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

42%

DE L'APPORT
ALIMENTAIRE
PRODUIT
LOCALEMENT

41%

DE LA
POPULATION EN
RÉGION RURALE

L'AGROFORESTERIE ET LA DIVERSIFICATION DES CULTURES POUR LA PROTECTION DES SOLS ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le projet visait d'abord à renforcer les compétences de trois institutions locales dans l'intégration de la question des changements climatiques dans leurs services.

Ensuite, grâce à l'expertise de l'IRAT-AM et du CUFÉ, des méthodes d'agriculture adaptées aux nouvelles réalités climatiques devaient être développées et les capacités des agriculteurs allaient être renforcées. Le modèle agroforestier devait privilégier l'utilisation d'une diversité de plantes résistantes à la sécheresse et aux hausses de température et qui contribuent à l'amélioration des sols et la diversification des cultures ainsi que la conservation de l'eau.

Les variétés sélectionnées étaient destinées à l'autoconsommation en plus de la vente. En améliorant et en stabilisant la

sécurité alimentaire, le projet allait réduire la pression d'abattage forestier, assurant la durabilité du couvert forestier.

Comme un tel changement représente un risque et un investissement difficile à réaliser pour des familles dont la situation est précaire, le projet prévoyait un appui en plantules d'arbres, de drageons et tubercules ainsi que de l'équipement agricole.

Le projet prévoyait également appuyer la mise en place d'activités de stockage et de mise en marché groupée afin de permettre aux membres des coopératives de tirer le plus grand revenu possible des productions issues du système agroforestier mis de l'avant. Ce système devait encourager le recours aux nouvelles pratiques.

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS DE LA PHASE 1 DU PROJET



1- AMÉLIORER LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT D'ORGANISATIONS PAYSANNES DES PARTENAIRES VIS-À-VIS LA PRISE EN CHARGE LOCALE DE LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



2- AUGMENTER LE RECOURS À DES PRATIQUES D'AGROFORESTERIE DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



3- AUGMENTER LE RECOURS À DES PRATIQUES DE STOCKAGE ET DE MISE EN MARCHÉ GROUPÉE AFIN D'ACCROÎTRE LES REVENUS ISSUS DES CULTURES ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTEINTS LORS DE LA PHASE 1 DU PROJET

Note: les résultats présentés datent du 31 juillet 2019 et ne sont pas les résultats définitifs du projet

1- AMÉLIORER LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT D'ASSOCIATIONS PAYSANNES DES PARTENAIRES VIS-À-VIS LA PRISE EN CHARGE LOCALE DE LA LUTTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les compétences des employé.es des organisations partenaires ont été renforcées quant à la lutte aux changements climatiques, ce qui leur a permis d'offrir des services adaptés aux 12 coopératives agricoles visées par le projet.

Les délégué.es des coopératives ont ensuite reçu des formations et ont pu repartager l'information au sein de leurs assemblées.

Des outils diagnostics et des formations sur la lutte aux changements climatiques ainsi que sur les bio pesticides ont été développés et offerts aux organisations.

Au final, les membres des coopératives, comme les employé.es des organismes partenaires sont maintenant formé.es, outillé.es et mobilisé.es dans la prise en charge de la lutte locale contre les changements climatiques.

60

FORMATIONS DONNÉES LORS DES ASSEMBLÉES LOCALES DES COOPÉRATIVES

97% 87%

DES HOMMES DES FEMMES

FORMÉ.ES SE DISENT PRÉPARÉ.ES À INTÉGRER LA LUTTE AUX ADAPTER LEURS PRATIQUES AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

2- AUGMENTER LE RECOURS À DES PRATIQUES D'AGROFORESTERIE DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Plus de 160 hommes et 160 femmes ont été formé.es à l'intégration des cultures adaptées aux changements climatiques dans un système d'agroforesterie.

120 000 plants d'arbres fruitiers et forestiers et 262 lots de drageons et tubercules ont été produits et distribués pour favoriser la diversification des cultures.

Une boutique d'intrants agricoles a été installée pour favoriser l'approvisionnement et la distribution dans les coopératives.

Au total, 86 hommes et 76 femmes ont eu recours aux pratiques d'agroforesterie adaptées aux changements climatiques. Ce nombre continue de croître!

Suite à ces expérimentations, un modèle d'agroforesterie adapté aux changements climatiques et respectant les savoirs locaux a pu être développé. Ce modèle suscite beaucoup d'intérêt chez les membres des coopératives.

120 000

PLANTS D'ARBRES FRUITIERS OU FORESTIERS PRODUITS ET MIS EN TERRE

86

HOMMES

76

FEMMES

ONT RECOURS AUX PRATIQUES D'AGROFORESTERIE ADAPTÉE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

3- AUGMENTER LE RECOURS À DES PRATIQUES DE STOCKAGE ET DE MISE EN MARCHÉ GROUPÉE AFIN D'ACCROÎTRE LES REVENUS ISSUS DES CULTURES ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Un programme de crédit pour soutenir le stockage et la mise en marché des produits issus des pratiques d'agroforesterie a été mis sur pied auprès des coopératives. Leurs membres ont reçu des formations à ce sujet et des comités de gestion ont été formés, les fonds de stockage étant cogérés par les coopératives et l'IRATAM.

Seuls les produits liés au projet sont admissibles afin de favoriser leur adoption. Pour débiter, une campagne sur le pois congo, culture recommandée par l'IRATAM, a été mise en place avec succès.

Au total, 13 500\$US sont disponibles pour les coopératives et 1 500\$US pour la mise en place de mutuelles de solidarité liées aux réseaux de femmes. Au cours de la dernière année, ce sont 38 hommes et 45 femmes qui ont eu recours à ces activités de stockage et de mise en marché groupée.

13 500\$

DISPONIBLES POUR LES FONDS DE STOCKAGE ET DE MISE EN MARCHÉ

38

HOMMES

45

FEMMES

ONT EU RECOURS AUX ACTIVITÉS DE STOCKAGE ET DE MISE EN MARCHÉ GROUPÉE

IMPACTS DE LA PREMIÈRE PHASE DU PROJET SUR LA COMMUNAUTÉ

Suite à cette première phase du projet, les cultures exploitées dans la région ciblée se sont diversifiées en intégrant de nouvelles variétés adaptées aux conséquences des changements climatiques (gingembre et ananas principalement).

En fait, c'est tout un modèle agroforestier adapté et diversifié qui s'est bâti grâce au travail des partenaires locaux, du CUFÉ et du savoir paysan.

Des changements se font déjà sentir dans les marchés locaux où de nouveaux produits sont maintenant accessibles, avec les revenus supplémentaires que cela signifie pour les

membres des coopératives et leurs familles, mais aussi pour les mutuelles de solidarité gérées par les femmes.

Grâce à ces revenus et ces récoltes, la sécurité alimentaire des familles s'est améliorée.

Enfin, les populations, mais particulièrement les coopératives et les partenaires locaux, ont maintenant une plus grande compréhension des enjeux liés aux changements climatiques et à la transition nécessaire à une adaptation viable.

La première phase du projet aura été le début d'une transformation qui, à long terme, pourrait stabiliser et protéger les sols et l'eau de la région

NOS APPRENTISSAGES

LES COOPÉRATIVES

Notre première leçon découle de notre travail avec les coopératives. Nous nous devons de reconnaître leur grand potentiel de mobilisation et de passation d'information. Nous croyons qu'il sera essentiel, pour les prochaines phases du projet, de les considérer comme des partenaires à part entière.

CAFÉ ET TERRES DÉNUDÉES: DEUX DÉFIS DISTINCTS

Le défi de la transition des terres dénudées et utilisées pour la culture à l'arrachée est totalement distinct de l'approche visant à diversifier les jardins basés sur la culture du café. Le café est lié à un enjeu très culturel alors que l'arrêt de la culture en terre dénudée demandera un modèle impliquant des revenus rapides et assurés. La précarité des ménages l'impose.

UN REVENU STABLE DURANT LA TRANSITION

Ensuite, nous nous apercevons que pour que les cultures de transition soient adoptées par les paysan.nes, il est essentiel qu'elles puissent générer des revenus ou du moins contribuer à la sécurité alimentaire et, cela, rapidement. Le saman, un

arbre très efficace pour fixer l'azote et que nous avons privilégié dans les modèles, n'a pas eu une aussi bonne réception que souhaitée. Par contre, la banane plantin ou d'autres essences générant un revenu rapide et direct sont plus appréciés et plus à même de favoriser la transition.

SÉCURITÉ: LES FACTEURS DE RÉSILIENCE D'UN PROJET

La grande concordance entre le projet et les besoins prioritaires des populations a permis d'assurer sa continuité malgré le fait que la situation sécuritaire se soit grandement détériorée dans le cadre des grèves sociales de 2019. Le fait d'intervenir en région éloignée, donc moins au cœur des bouleversements sociaux, a également beaucoup aidé à la poursuite du projet.

LES BOUTIQUES D'INTRANTS

Finalement, les boutiques d'intrants montrent énormément de potentiel à pérenniser les projets et faciliter un éventuel retrait de l'appui. Les coopératives ont par contre un grand besoin d'être accompagnées dans leur implémentation. Un retrait trop rapide risquerait d'entraîner la fermeture du service.

NOS PARTENAIRES DANS LE PROJET

IRATAM INSTITUT DE RECHERCHE ET D'ANIMATION EN AMÉNAGEMENT DU MILIEU

Les agronomes d'IRATAM développent des stratégies et accompagnent la paysannerie dans le développement agricole durable et l'organisation en coopératives de producteurs agricoles, dans le but de hausser les conditions de vie et d'améliorer l'état de l'environnement.

CUFE CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION EN ENVIRONNEMENT ET EN DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Fort de son expérience des quarante dernières années et comptant sur une équipe de spécialistes chevronnés, le CUFE a toujours su innover et diversifier son offre de formation au rythme des besoins de la société et du marché du travail afin de demeurer le chef de fil québécois en matière de formation en environnement.

PARTENAIRE FINANCIER

Québec



Projet réalisé dans le cadre du Programme de coopération climatique internationale du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques du Québec.



Le partenariat entre l'IRATAM et le CSI, c'est la confiance, le respect de notre culture, la transparence et la durabilité. En dépit des vingt mille lieues qui nous séparent, on se sent comme une vraie équipe travaillant dans une dynamique d'amélioration de la condition de vie des plus nécessiteux. »

- Carmelot Laguerre, agronome pour l'IRATAM

Photo Jonathan Mercier: Membres d'une coopérative agricole feuilletant la section Haïti du rapport annuel du Carrefour de solidarité internationale.

